



# JUSTICIA Asbl

Organisation congolaise de promotion et de défense des droits de l'homme et du droit international humanitaire, adresse :  
94 avenue Adoula coin des usines, Commune Lubumbashi, Haut Katanga /RDC, Tél : +243994075131, +243971654932, E-  
mail :justicia.asbl@gmail.com, Site web : [www.justicia-asbl.com](http://www.justicia-asbl.com)

## COMMUNIQUE DE PRESSE N°011/JUST/2026

### **DEBAT SUR LE CHANGEMENT DE LA CONSTITUTION : DES ACTEURS SOCAUX ET OPPOSANTS POLITIQUES ENLEVES, TORTURES ET VICTIMES D'ACTES DE BANDITISME DANS LA PROVINCE DU HAUT-KATANGA**

JUSTICIA Asbl, une organisation de promotion et de protection des droits de l'homme, du droit international humanitaire et de développement durable basée en République démocratique du Congo, s'inquiète de l'enlèvement de la situation sociale et politique dans la Province du Haut-Katanga sur fond du débat sur le changement de la constitution en RDC.

En effet, dans la journée du 13 avril 2026 aux environs de 15H30, au croisement des avenues Lubilanshi et Kimbangu dans la ville de Lubumbashi près de 15 personnes dont Messieurs Raphael MUTUTA, Président honoraire de la fondation Katangaise et Yannick KYUNGU ont été enlevés par plus d'une dizaine des militaires de la garde républicaine.

Un témoin des événements rapporte aux moniteurs de JUSTICIA Asbl qu'un homme habillé en civil a fait irruption au restaurant chez Yannick appartenant à la veuve Christine KYUNGU WA KUMWANZA où Monsieur Raphael MUTUTA et ses compagnons prenaient un verre et échangeaient. Ce Monsieur non autrement identifié, avant de brandir un pistolet, dira en swahili : Mweye njo muko na ji opposer ku 3 eme mandat ya mukwantombolo ? Muri kuya ku pouvoir, mulifanya nini ? Traduction française : c'est vous qui vous opposez au 3<sup>ème</sup> mandat de Mukwantombolo ? Vous étiez au pouvoir qu'en avez-vous fait ?

Il donnera l'ordre aux nombreux militaires de la Garde républicaine qui avaient déjà pris d'assaut le restaurant et ils procéderont à l'arrestation de toute personne se trouvant sur le lieu dont Mr. Yannick KYUNGU, fils du feu Antoine Gabriel KYUNGU WA KUMWANZA. Des indiscretions rapportent que le groupe serait détenu dans un hôtel de Lubumbashi en attendant leur transfert à Kinshasa.

Le jeudi 08 avril 2026 à Kashobwe dans le Territoire de Kasenga, Monsieur KISHIMBA Angila, membre du parti politique Ensemble pour la République a été sérieusement tabassé par des militaires de la Garde républicaine en fraction depuis deux ans dans ce village natif de l'opposant Moise Katumbi, interdisant même aux habitants du village d'utiliser des moteurs hors bord pour se rendre à l'hôpital alors que les routes de kashobwe sont dans état lamentable à la suite des pluies diluviennes.

Dans la nuit du 24 au 25 mars 2026, des personnes non autrement identifiées ont fait irruption au domicile de Monsieur Jean Claude NDALA , secrétaire de la jeunesse du parti politique Ensemble pour République. Cette attaque était intervenue après qu'il ait fait une déclaration au nom du parti qui s'oppose au changement de la constitution qui vise à garantir une présidence à vie au Président Félix TSHISEKEDI.

Alors que la RDC traverse une énorme crise politique et sécuritaire à la suite de la guerre à l'Est, les services de sécurité et de renseignement du pays procèdent à des enlèvements et attaques des personnalités politiques et sociales. Le cas le plus frappant est celui de Willy NGOY MWINE arrêté à Mitwaba centre par des éléments de Forces Armées Congolaises, alors qu'il s'était interposé contre une dénonciation calomnieuse d'une femme non autrement identifiée qui serait épouse d'un militaire à la suite d'une simple altercation née dans un marché public. La dame aurait dénoncé le passager auprès de son mari comme appartenant à un mouvement insurrectionnel. Les deux auraient été transférés à Kinshasa et seraient entre les mains du Conseil National de la Cyberdéfense.

A mesure que la date de la fin du dernier mandat de Félix TSHISEKEDI, Président de la République approche, JUSTICIA Asbl craint que des violations des droits humains, notamment les libertés de pensée, d'opinion et de rassemblement pourtant garantis aussi bien aux acteurs politiques de l'opposition que de la majorité et de la société civile, soient systématiquement violés.

JUSTICIA Asbl dénonce en même temps la chasse à l'homme qui serait déjà lancée contre certains acteurs politiques et exige la libération sans conditions de Monsieur Raphael MUTUTA et tous ses codétenus.

Elle exige aussi la cessation immédiate de toute attaque contre les acteurs politiques et sociaux opposés au changement de la constitution ainsi que toutes les tentatives maladroites de division de la population ou des actes d'intimidation pour des opinions émises en toute liberté par les services de sécurité et certains membres du gouvernement.



Fait à Kinshasa, le 15 avril 2026

Pour JUSTICIA Asbl  
**Me Timothée MBUYA**  
Président